

Le cas de Himo et de sa région, dans le nord de la Tanzanie

Ce document s'inspire d'un projet de recherche mené par Bitrina Diyamett, Mathew Diyamett, Jovita James et Richard Mabala. Adresse : s/c Dr. Fred Lerise, Department of Rural and Urban Planning, University College for Land and Architectural Studies, PO Box 35176, Dar es Salaam, Tanzanie. E-mail : lerise@ud.co.tz

Introduction

Le nord de la Tanzanie est parmi les zones du pays à plus forte densité démographique. Les versants du Kilimandjaro et les plaines fertiles sont reliés par l'infrastructure routière et de transport à plusieurs villes importantes (Moshi, Arusha), à la capitale, Dar es Salaam, et au Kenya. Le café représente la principale culture de rente. L'ethnie Ouachaga, dont les membres occupent une place importante parmi l'élite professionnelle en Tanzanie, attache une grande importance à l'éducation.

La zone a connu plusieurs transformations pendant les trois dernières décennies. L'attribution des terres des plantations de sisal, nationalisées et démantelées, aux résidents des villages en montagne a entraîné l'installation de nouveaux villages dans la plaine, le long de la route principale. Du fait de l'expansion progressive de ces derniers, ils représentent désormais l'un des marchés les plus importants de la zone du Kilimandjaro. La croissance de Himo, en particulier, a pris de l'élan pendant les années 1980 quand il s'est transformé en centre de commerce transfrontalier florissant grâce à la contrebande, les produits agricoles tanzaniens étant échangés contre les produits manufacturés du Kenya. En dépit des mesures énergiques récemment prises contre la contrebande, le statut de Himo comme marché principal s'était déjà consolidé et, sur le plan administratif, il est considéré désormais comme «township» (municipalité).

Ce document résume le rôle joué par Himo dans le développement de la région environnante, ainsi que les opportunités qu'il présente pour les résidents de deux villages voisins : Marawe Kyura, sur les versants du Kilimandjaro à environ 8 km de Himo, et Lotima, situé environ 6 km à l'aval de Himo dans les plaines entre le Kilimandjaro et les montagnes Upare.

Production agricole et accès aux ressources

L'agriculture représente la principale activité productive des populations villageoises. Si l'on tient compte des activités primaires et secondaires, la quasi totalité des habitants des deux villages s'occupent de l'agriculture. Cependant, cette situation est manifestement en train de changer, notamment parmi les jeunes (hommes et femmes) pour qui l'agriculture représente plus souvent une activité secondaire. Les paysans doivent faire face à plusieurs contraintes :

- La saturation foncière est surtout problématique dans le village en montagne, où la pression démographique est intense. Les terres hautes sont essentiellement consacrées à la culture du café et, dans les années 1930, des terres sur le bas des versants du Kilimandjaro furent attribuées aux villageois. Ces terres servent à la production vivrière pour l'autoconsommation ou, plus récemment, la vente (des tomates surtout). L'expansion de la ville de Himo commence à empiéter sur ces zones. Les changements de l'utilisation des sols (l'agriculture cédant la place à l'habitat) en l'absence de consultation des utilisateurs, ainsi que la «spéculation» dont sont soupçonnés les «étrangers» bénéficiaires des terres attribuées par le gouvernement, sont des questions importantes.
- Dans le village en plaine, Lotima, des terres sont disponibles, tandis que l'accès à l'eau est difficile. Des canaux d'irrigation descendent de la montagne, mais l'eau fait l'objet d'une concurrence acharnée. Les conflits avec d'autres utilisateurs en amont (Himo, Lotima) présentent un problème grave. L'insuffisance d'eau limite la production de cultures de rente, ce qui à son tour réduit l'intérêt de l'agriculture.
- L'accès au crédit est souvent problématique pour les paysans dans les deux villages. Les producteurs de café furent parmi les premiers à créer une union coopérative (KNCU) dans le pays. La libéralisation entamée dans les années 1980 fit perdre à la KNCU son monopole sur la commercialisation du café dans la zone. Les retards de paiement et une mauvaise administration ont pu contribuer à son déclin, mais toujours est-il que les paysans ont perdu une source de crédit et la production caféière diminue. Ceci a un impact sur les revenus des ménages et les dépenses consacrées à l'éducation.
- Un système de crédit informel existe entre les producteurs de tomates et les commerçants, dont certains prêtent des intrants ou de l'argent aux paysans. Le remboursement s'effectue en espèces ou, plus souvent, en nature et c'est au prêteur de déterminer le prix. Aussi utile que soit ce système, il peut déboucher sur l'exploitation des paysans démunis qui ne sont pas en mesure de négocier les remboursements. Le crédit est parfois accordé en sens inverse, notamment dans le cas des petits commerçants qui vendent les produits avant de payer les

producteurs. Ceci s'applique également aux vendeuses d'aliments cuits dans la ville de Himo.

Accès aux marchés

Physiquement, les marchés sont relativement accessibles : la liaison routière et autre est assurée entre les villages et Himo, lui-même marché important. Par ailleurs, la ville est convenablement reliée aux grands centres urbains tels que Moshi et Dar es Salaam, ainsi qu'au Kenya voisin. Les goulots d'étranglement en matière de commercialisation se situent plutôt au niveau de l'accès des producteurs à l'information, comme dans le cas des tomates :

- On a assisté ces derniers temps à un accroissement remarquable de la production de tomates dans la plaine irriguée, accroissement déclenché par les bons résultats obtenus par les premiers paysans qui ont commencé à les cultiver.
- La plupart des paysans cultivent les tomates après la saison des pluies, censée être la période où les intrants sont moins chers ; cependant, ceci entraîne une saturation du marché, non seulement à Himo mais ailleurs en Tanzanie ; il arrive que les prix soient dix fois plus faibles que pendant la saison des pluies, époque où la demande dépasse l'offre.
- Compte tenu de l'offre importante, les producteurs ont du mal à établir des relations étroites avec des commerçants individuels afin de pouvoir négocier le crédit et les prix. Les paysans ont également à transporter leur propre production au marché, tandis qu'il est d'usage pendant la saison des pluies de voir les commerçants venir la chercher.
- Ceux qui produisent pendant la saison des pluies recueillent, grâce aux réseaux familiaux et aux relations avec les petits commerçants, des informations sur les prix pratiqués dans différentes régions du pays. Les producteurs de saison sèche, même s'ils ont accès aux mêmes informations, ne sont pas en mesure de s'en servir pour négocier avec les commerçants face à la compétition d'autres producteurs.
- L'accès au crédit est indispensable pour les paysans souhaitant produire pendant la saison des pluies, quand les coûts - mais aussi les gains - sont élevés, mais ils ne sauraient compter exclusivement sur des relations informelles avec les commerçants.

Modalités de diversification des revenus

Si l'agriculture représente toujours l'activité principale des résidents des deux villages, si la réussite sur le plan agricole détermine en large mesure le statut social, les activités non agricoles sont en nette

augmentation. A Marawe Kyura, les résidents ont depuis longtemps mis au point une stratégie de défense contre les problèmes de saturation foncière. L'héritage des terres a été limité aux premier et dernier fils, l'éducation, le mariage et les liens informels servant à encourager les autres frères et soeurs à partir à la recherche d'emplois ou d'opportunités commerciales ailleurs. Cependant, face à la diminution importante du nombre de ces opportunités, de plus en plus de jeunes doivent s'efforcer de combiner, tant bien que mal, les activités agricoles et non agricoles. La participation des jeunes aux activités non agricoles s'explique également par le fait qu'ils sont impliqués dans l'agriculture surtout comme main-d'oeuvre familiale non rémunérée. Pour les filles surtout, qui héritent rarement des terres de leurs parents, l'agriculture est ainsi d'autant moins intéressante que l'emploi non agricole, qui leur permet de garder ce qu'elles gagnent et prendre leurs propres décisions indépendantes. La participation réduite des générations plus jeunes aux activités agricoles a pour conséquence, entre autres, l'emploi de main-d'oeuvre salariée par de nombreux ménages - 28 pour cent des ménages à Marawe Kyura et 46 pour cent à Lotima, dans ce dernier cas essentiellement pour conduire les bovins dans les pâturages, tâche traditionnelle des fils. Les principaux types d'activité non agricole varient selon le genre et la génération.

- Les jeunes hommes du village s'occupent de la construction, de la menuiserie, de la plomberie et du transport des biens et des personnes (charrettes à bras, taxis-bicyclettes) entre le village et la ville de Himo ou dans cette ville. Ces activités exigeant une force physique sont moins accessibles aux filles.
- Les jeunes femmes et, en moindre mesure, les jeunes hommes s'occupent du petit commerce entre Himo et les villages. Himo, suivi de la ville voisine de Moshi et du Kenya, représente la source la plus importante d'emplois pour les résidents de Lotima. La proximité de ces centres autorise les déplacements quotidiens tout en poursuivant les activités agricoles. Par contraste, les migrants du village de Marawe Kyura ont tendance à s'éloigner davantage et à abandonner l'agriculture.
- Le commerce est une activité importante pour les femmes, quel que soit leur âge, puisque les revenus du café ou d'autres cultures de rente produites au niveau de l'exploitation familiale sont traditionnellement gérés par les hommes, tandis que les femmes gardent le revenu de leurs propres activités commerciales.

Dans l'ensemble, exception faite du travail de manoeuvre ou d'ouvrier spécialisé effectué par certains jeunes hommes, les possibilités d'emploi non agricole sur place se limitent au petit commerce. Il n'existe pas de liaisons en aval entre l'agriculture et la transformation entre les villages

et Himo. Un entrepreneur privé (ancien migrant ressortissant de la zone) a commencé, malgré certaines difficultés, à construire une usine de transformation de tomates. Rien n'a pourtant été mis en place pour inciter à la participation d'autres investisseurs. L'exode s'explique en grande partie par cette gamme limitée d'emplois non agricoles.

Migration et envois de fonds

L'exode atteint des niveaux relativement élevés dans les villages : plus de 50 pour cent des ménages ont au moins un fils migrant ; un tiers des ménages ont au moins une fille partie à l'exode. Les raisons du déplacement concernent essentiellement l'absence d'opportunités sur place, pour les jeunes femmes surtout :

- Les filles n'ont généralement pas le droit d'hériter des terres. Dans le village de Marawe Kyura, la migration représente depuis longtemps une stratégie conseillée face à la saturation foncière et l'on s'attend à ce que les jeunes femmes quittent le village, pour se marier ou trouver un emploi. De même, dans la village en plaine, Lotima, l'exode des filles est directement lié à l'impossibilité d'hériter des terres de leurs parents.
- Par ailleurs, les destinations des migrants ont tendance à varier selon le genre : les jeunes hommes se déplacent dans les environs pour se faire embaucher comme ouvriers agricoles salariés, vers Arusha où ils sont embauchés comme porteurs par les commerçants asiatiques et l'industrie touristique, ou vers Dar es Salaam pour retrouver des parents et se faire employer comme mécaniciens et soudeurs apprentis (activités dominées par les migrants du nord).
- Par contraste, les jeunes femmes ont tendance à s'éloigner davantage - se rendant souvent à Dar es Salaam, ou à Mombasa, au Kenya. La distance des villages d'origine est importante du fait de la honte que supposent des activités comme le travail dans les bars et la prostitution, qui représentent souvent les principales possibilités d'emploi pour les femmes, notamment dans les stations balnéaires fréquentées par les touristes internationaux au Kenya. Les grossesses non désirées et le taux de plus en plus élevé de VIH/SIDA sont souvent la cause du retour (provisoire ou définitif) de jeunes migrantes à leur village d'origine.

A Marawe Kyura surtout, l'argent envoyé par les migrants représente une proportion importante du revenu des ménages. Plus de la moitié des personnes interrogées reçoivent une aide financière de la part de leurs enfants, notamment quand ceux-ci ont un bon niveau d'éducation et des emplois bien rémunérés dans les centres urbains. Le système d'héritage traditionnel devenant moins courant, l'envoi de fonds se transforme

souvent en moyen d'obtenir la faveur des parents et d'hériter des terres familiales. Les migrants de Lotima envoient moins d'argent, vraisemblablement parce qu'ils sont moins bien instruits et ont donc des emplois moins bien rémunérés. La plupart de ces migrants, contrairement à ceux de Marawe Kyura, ne réussissent pas économiquement - même lorsqu'ils regagnent les lieux de séjour des touristes internationaux à Mombasa.

Néanmoins, la précarité croissante de l'emploi en ville et l'augmentation des frais, notamment d'éducation et de santé, réduisent les montants envoyés aux familles dans les villages. Par ailleurs, les fonds sont généralement consacrés à la consommation et il n'y a pas beaucoup d'investissement, hormis le cas de certains anciens migrants ayant investi leurs économies dans l'exploitation des cultures de rente ou le démarrage d'activités commerciales. En dépit de la réduction de l'aide financière, les liens sociaux entre les migrants et les villages restent forts, les réunions sociales et les fêtes familiales jouant un rôle clef dans le maintien des réseaux sociaux à distance.

Le rôle de la ville de Himo dans le développement de la région environnante

Himo est un centre de marché important au sein du système complexe de commercialisation de la zone du Kilimandjaro. Point important de ramassage et de distribution pour les marchés plus petits, la ville reçoit des produits agricoles de toute une série de régions tanzaniennes, ainsi que des produits manufacturés du Kenya. Cependant, il n'a pas l'autorité administrative et le pouvoir de décision que lui donnerait le statut urbain. La perception des impôts est mal assurée, les services de marché sont insuffisants et le contrôle du marché est âprement disputé.

Ceci a d'autres conséquences d'une grande portée : le développement spatial de la ville exerce de plus en plus de pression sur les ressources existantes (la terre, l'eau) mais Himo n'a ni les recettes ni le pouvoir de décision qui lui permettraient de réglementer l'utilisation de ces ressources, ou d'installer des services aussi indispensables que la gestion des ordures, l'approvisionnement en eau ou un système sanitaire. Par ailleurs, d'autres services, notamment de santé et d'éducation, font manifestement défaut. Les villages environnants sont mieux lotis, mais les services sont privés et chers, dépassant souvent les moyens des résidents locaux.

Himo joue un rôle important de fournisseur d'emplois non agricoles pour les résidents des villages avoisinants, mais les opportunités se limitent essentiellement au petit commerce. Il est donc douteux qu'elles puissent

contribuer au développement économique local à long terme. L'absence de liaisons en aval et en amont sous forme d'équipements de transformation des produits agricoles entrave la production, notamment de tomates. Cette situation reflète l'incapacité de Himo à attirer des investisseurs au moyen de mesures d'incitation et de développement infrastructurel.

Points clé

En dépit de la proximité des villages à une ville de marché prospère, plusieurs contraintes pèsent sur la production agricole, allant de la saturation foncière à la disponibilité limitée d'eau. Les producteurs ne profitent pas au maximum des cultures de rente (les tomates surtout) à cause de l'accès limité au crédit et à l'information, d'où une surproduction à certaines époques de l'année et une sous-production à d'autres époques. L'accès au crédit, à l'information et aux équipements de transformation sur place conditionne la rentabilisation de l'agriculture.

Sur le plan administratif, Himo n'a pas de statut urbain. Ceci limite sensiblement ses possibilités de jouer un rôle dynamique dans le développement économique de la région, en dépit de sa position importante comme centre de marché local, régional et national. Un tel statut donnerait à Himo la capacité de perception d'impôts et le pouvoir de décision dont il a besoin pour gérer toute une série de services et résoudre les conflits potentiels et existants en matière d'utilisation de ressources entre le centre et les villages autour de lui.

La diversification des revenus se limite essentiellement au petit commerce, qui occupe principalement les femmes et les générations plus jeunes. Par contre, l'exode est une stratégie bien établie, les jeunes femmes représentant une proportion de plus en plus forte des migrants. Cependant, elles ont pour principale possibilité d'emploi l'industrie des loisirs et la prostitution, dont les conséquences négatives sont, entre autres, les grossesses non désirées et le taux croissant de VIH/SIDA dans les villages. L'élargissement des opportunités d'emploi agricole et non agricole sur place est d'une importance capitale pour ce groupe.